

à propos

Le magazine du
KOFF pour la
promotion de la paix



Religion, conflit et promotion de la paix

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

point fort

La religion – malédiction ou bénédiction pour la promotion de la paix ?

2

dossier

La religion n'est pas la cause du conflit en République centrafricaine

Quand la religion fonde l'engagement contre la pauvreté et l'injustice

Aperçu de l'aspect de la religion et du développement dans les activités de la DDC

Dialogue dans l'espace éducatif à Sidi Hassine, Tunisie

Interview : parler la langue des acteurs religieux

Le rôle de la religion et de la spiritualité dans la transformation des conflits

Marqueurs identitaires et créativité humaine

Engagement de la Suisse en matière de religion et de conflit

3

pour aller plus loin

Complexité et vision à court terme : causes et conséquences de la violence électorale

4

actualité

Hardware contre software : quand le processus détermine le résultat

Journée de l'EPF Zurich sur la politique de sécurité : religion et politique de paix de la Suisse

Le Basel Peace Forum 2019 repense la paix

5

calendrier

Événements

editorial

Alors que certains affirment que toutes les religions recèlent fondamentalement un potentiel de violence, d'autres font remarquer qu'elles ne sont jamais à elles seules la cause d'un conflit et soulignent leur aspect pacificateur.

Plusieurs articles de ce numéro montrent que réduire un conflit à des dimensions purement religieuses vient souvent à le simplifier à extrême, voire à en occulter les causes réelles. Une vision simplifiée de la sorte peut avoir des conséquences négatives sur la promotion de la paix.

Le magazine contient aussi de nombreux exemples positifs montrant que les aspects religieux et spirituels peuvent être intégrés de façon constructive à la promotion de la paix par les ONG et les institutions étatiques.

Bonne lecture !

Amélie Lustenberger, rédactrice du magazine du KOFF

La religion – malédiction ou bénédiction pour la promotion de la paix ?



Une Nuer et une Dinka s'engageant ensemble pour la paix, Soudan du Sud. Photo : Mission 21

En matière de promotion de la paix, les religions sont-elles une malédiction, en ce qu'elles peuvent alimenter les conflits, ou plutôt une bénédiction, en ce qu'elles révèlent des artisans de paix grâce à une éthique promouvant la vie et la paix ? Les organisations à caractère religieux actives dans la coopération internationale ne sont pas très bien vues d'une bonne partie de la population suisse, notamment en raison des images véhiculées par les médias. Les extrémistes musulmans ou les cas d'abus au sein de l'Église catholique y sont bien plus présents que le potentiel de transformation de la société porté par les religions, par exemple. Par ailleurs, le modèle de croissance de la politique de développement est depuis longtemps marqué par une orientation économique et technique, occultant les aspects religieux et culturels.

Certains facteurs religieux peuvent bien sûr contribuer à envenimer les conflits, à apporter leur soutien à des structures oppressives ou à exclure des personnes de religion différente, et donc à empêcher la promotion de la paix. En même temps, valeurs éthiques et vision d'une « bonne vie en paix » jouent un rôle décisif dans toutes les religions. Elles offrent ainsi un réel contrepoids aux tendances actuelles que sont la consommation, l'égoïsme ou la croissance à tout prix, elles font de la coexistence pacifique une préoccupation centrale et elles constituent une force structurante au niveau de la société. Les acteurs religieux s'engagent souvent en faveur des exclus, de l'environnement et d'un changement politique

et économique. Dans de nombreux pays, les représentantes et représentants religieux jouissent d'une grande confiance auprès de la population et jouent un rôle de médiation en cas de conflit. Ils dénoncent les injustices, appellent à la non-violence et créent des liens entre les gens, quels que soient leur groupe ethnique ou religieux ou leur couche sociale.

L'ambivalence face à la religion

Plus de 80 % des personnes dans le monde s'identifient à une religion, ce qui a un impact sur la vie communautaire dans de nombreuses sociétés. Et ce rôle est ambivalent car les religions offrent des opportunités et comportent des risques. C'est précisément parce qu'il n'est pas facile de faire face à ces ambivalences que le facteur religieux risque d'être ignoré ou trop peu analysé. Entre 2002 à 2009, la DDC a mené un premier travail de réflexion et de recherche sur la religion et la spiritualité dans la coopération au développement et sous la direction d'Anne-Marie Holenstein ; ce travail a certes débouché sur plusieurs études de cas et publications, mais il a ensuite été interrompu. Néanmoins, ces derniers temps, la question du rôle de la religion dans la promotion de la paix et dans la politique en la matière a été soulevée de façon récurrente, comme à la Division Sécurité humaine DSH avec en parallèle l'organisation d'une formation continue avec le Centre pour les études sur la sécurité de l'EPFZ ou de nouvelles formations chez swisspeace. En Allemagne, le ministère de la coopération économique et du développement (Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung BMZ) et l'agence de coopération internationale (Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit GIZ) se sont penchés sur les questions de religion et de développement en vue de la collaboration avec les communautés religieuses prévue dans le Programme 2030.

Potentiels et risques

Dans la promotion de la paix justement, il est logique de considérer la religion comme une force potentiellement pacificatrice. Les communautés religieuses peuvent encourager leurs membres à partager une vie en paix et à se réconcilier. Leurs responsables jouent naturellement un rôle central. Ils sont en mesure de promouvoir des stratégies de paix inhérentes aux religions et de transmettre des valeurs religieuses encourageant la non-violence. Les sociétés religieuses sont en outre très bien connectées et présentes autant pour les personnes vivant dans des régions reculées que sur la scène internationale. Elles unissent divers milieux sociaux et cultures sous un même toit.

Le rôle souvent significatif des communautés religieuses leur confère également puissance et influence. L'exercice du pouvoir est ambivalent car il peut être exercé à bon ou à mauvais escient. Lorsqu'un groupement religieux revendique ses propres convictions comme l'unique et absolue vérité, la paix est en danger. Peuvent s'ensuivre l'intolérance, la stigmatisation, la discrimination des « autres » et la violence. L'instrumentalisation de la religion par une instance extérieure représente aussi un danger, par exemple lorsque des différences ethniques et religieuses sont sciemment exploitées pour servir des intérêts politiques et que les communautés concernées sont montées les unes contre les autres. C'est pourquoi les religions jouent souvent un rôle lors de conflits, peuvent y être associées ou l'amplifier. Toutefois, contrairement à une opinion largement répandue, la recherche en promotion de la paix et en résolution des conflits montre que les religions ne sont pratiquement jamais l'unique cause d'un conflit. Les conflits sont notoirement très complexes, avec plusieurs niveaux. Ils surviennent souvent en raison de luttes de pouvoir

politiques et économiques, entraînant la discrimination de certains groupes de population, et, lorsque cela s'y prête, l'instrumentalisation de l'appartenance religieuse.

Enseignements issus de la pratique

L'ambivalence étant inhérente aux religions, il faut être prudent sur la question et tenir compte d'analyses minutieuses des conflits et de leurs acteurs incluant les facteurs religieux et culturels. En collaboration avec la Communauté de coopération de Pain pour le prochain, Mission 21 a poursuivi l'élaboration du manuel *3 Steps Manual for Working in Fragile and Conflict-Affected Situations* développé par le KOFF/swisspeace. Si nous sommes conscients des opportunités et des risques que présentent les organisations et facteurs religieux, nous pouvons améliorer l'efficacité de nos programmes.

La capacité qu'ont les Églises de promouvoir la paix, tels le Conseil des Églises du Soudan du Sud (SSCC) et la Presbyterian Church of South Sudan PCOSS, est souvent incontestable. Dans une guerre civile aux enjeux politiques dans laquelle les ethnies sont instrumentalisées et montées les unes contre les autres, l'Église est l'une des dernières institutions à bénéficier de la confiance de la population, car elle jette des ponts entre les différents groupes ethniques et aide au quotidien la population en détresse. Un personnel qualifié fait cependant souvent défaut, c'est pourquoi les mesures de développement des capacités mises en place sur le long terme sont aussi capitales pour le succès de la promotion de la paix. Les partenaires étrangers doivent donc également faire preuve de beaucoup de patience. La confiance née de relations établies sur plusieurs décennies constitue une base essentielle pour le travail de coopération.

Réfléchir est également important : afin de soutenir les processus de paix, personne ne devrait être offensé ou exclu desdits processus en raison de traditions ou d'opinions religieuses différentes. Il est aussi fondamental de tenir compte de sa propre identité religieuse : ce n'est que lorsque je sais ce en quoi je crois (ou non), et pourquoi, que je peux dialoguer d'égal à égal avec des personnes ayant d'autres croyances.

Nous vivons dans un monde pluriel. Les diversités religieuses, culturelles et ethniques ne sont cependant pas perçues seulement comme un enrichissement, mais aussi parfois comme une menace. La compréhension interreligieuse et interethnique, les alliances en faveur de la paix tout comme l'amélioration du niveau de vie peuvent désamorcer les conflits. Comme l'expérience de Mission 21 au Soudan du Sud ou en Indonésie le montre, nous pouvons encourager sur le terrain, au sein des communautés, des initiatives interethniques et interreligieuses invitant à la confiance, en particulier à travers le soutien aux jeunes et aux femmes, et en parallèle, stimuler les processus de dialogue et de médiation par l'intermédiaire de responsables religieux, aux niveaux national et international.

Les concepts de pardon et de réconciliation, profondément ancrés dans les religions (pas uniquement le christianisme), ouvrent également des voies vers la paix. Lancé par des partenaires de Mission 21, le premier village de paix interreligieux de Gurku au Nigéria est un exemple d'espoir.

katharina.gfeller@mission-21.org

Responsable de programme Asie et focal point Promotion de la paix

links

- [La promotion de la paix par Mission 21 \(en allemand\)](#)
- [DSH : politique de la paix](#)
- [BMZ : Religion et développement \(en allemand\)](#)
- [GIZ \(en allemand\) – Status-Quo Bericht : Religion und Entwicklung](#)
- [Holenstein, Anne-Marie \(2010\): Religionen – Potential oder Gefahr? Religion und Spiritualität in Theorie und Praxis der Entwicklungszusammenarbeit. Münster: LIT Verlag \(en allemand\)](#)

dossier

La religion n'est pas la cause du conflit en République centrafricaine



Rebelle dans le nord de la République centrafricaine. Image de Creative Commons

On réduit souvent le conflit en République centrafricaine à un antagonisme entre musulmans et chrétiens – la Seleka d'un côté, les anti-balaka de l'autre. Cette vision dominante entraîne souvent des solutions tout aussi simplistes en matière de promotion de la paix. Or, on ne peut pas s'attaquer aux causes réelles des affrontements si l'on persiste à y voir un conflit religieux et si l'on nie la complexité de la situation.

Le pays est toujours en proie aux violences et les acteurs qui œuvrent à la promotion de la paix doivent s'intéresser aux causes et aux facteurs tels que les expliquent les parties impliquées dans le conflit.

Conjointement avec nos partenaires, nous nous sommes entretenus en République centrafricaine avec des responsables et avec des membres ordinaires de divers groupes armés non étatiques afin de déterminer les raisons pour lesquelles ils restaient au sein de leur organisation, et ce qui pourrait les amener à la quitter. Dans la plupart des cas, les personnes interrogées ne restaient pas pour des raisons idéologiques ou par ambition

politique, mais parce qu'elles n'avaient pas d'autre perspective viable.

Une majorité des anciens membres de la Seleka sont musulmans, mais pas tous, et cette milice n'est en aucun cas soutenue par l'ensemble des musulmans. De même, les groupes anti-balaka sont très divers : ils peuvent être chrétiens, animistes ou musulmans, et certains comprennent d'anciens membres de la Seleka.

L'explication religieuse ne tient pas compte de la complexité du conflit. Elle masque le fait que la majorité des musulmans et des chrétiens partagent depuis des décennies les mêmes attentes pour leur pays. Il faut rendre compte de cette crise en insistant sur cet aspect et non accentuer les divisions.

Les processus de réconciliation pilotés par la communauté peuvent jouer un rôle important à cet égard. En République centrafricaine, Conciliation Resources soutient douze comités de paix locaux depuis 2014. Il s'agit de groupes gérés par des volontaires pour déceler et résoudre les conflits au sein d'une communauté. Ces comités pilotent les efforts de réconciliation à l'échelle de la communauté et accompagnent le retour d'anciens combattants. Ils ont su instaurer une relation de confiance et sont devenus des acteurs essentiels de la communication entre les communautés et les groupes armés. Le gouvernement centrafricain a mis en place une structure nationale connue sous le nom de Comités de paix et de réconciliation, dont le déploiement dans le cadre d'un projet pilote en cours s'appuie fortement sur les comités de paix locaux.

Quels que soient les mécanismes adoptés pour promouvoir la réconciliation, les personnes concernées doivent s'abstenir de perpétuer une rhétorique étroite et chercher à inclure une diversité de perspectives et d'expériences. Surtout, il convient de mettre l'accent sur les sources de résilience et sur les capacités des sociétés à parvenir à une paix durable.

Conciliation Resources

Caesar Poblacks

cr@c-r.org

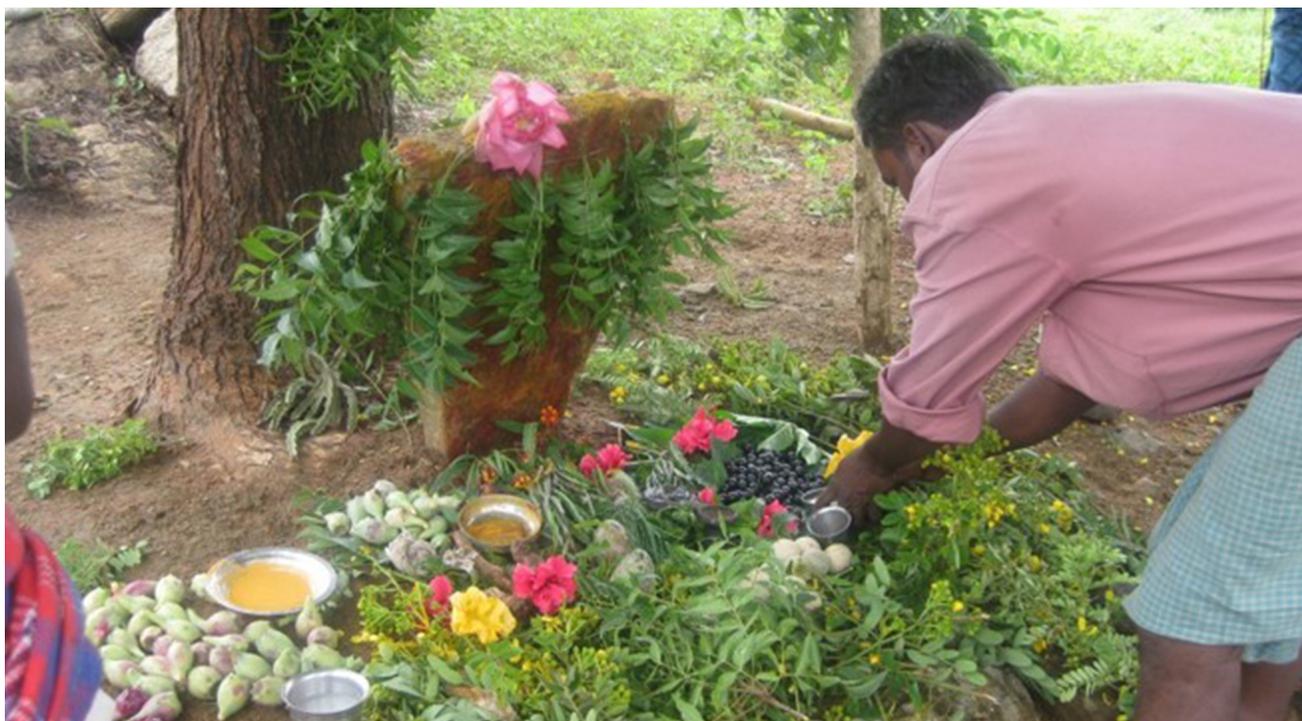
Chef de projet Afrique centrale et de l'Est

links

- [Rapport : Perspectives of non-state armed groups in the Central African Republic \(en anglais\)](#)
- [Rapport : Disarmament of the heart: reconciliation in the Central African Republic \(en anglais\)](#)

dossier

Quand la religion fonde l'engagement contre la pauvreté et l'injustice



Temple animiste érigé par les Adivasis en l'honneur de leur divinité de la nature en Andhra Pradesh. Photo de Action de Carême

En tant qu'organisation catholique, Action de Carême est consciente de l'importance des religions, de la spiritualité dans le contexte spécifique de chaque pays, de chaque culture, de chaque univers de croyances.

Confrontée à l'extrême pauvreté de la majorité de leurs fidèles, de nombreuses religieuses et prêtres des pays du Sud interprètent leur ministère comme une option préférentielle pour les pauvres – un concept développé sur le continent latino-américain dans les années 60 et manifestant l'engagement de l'Eglise en faveur des pauvres – et s'engagent activement pour les droits des plus démunis dont la revendication est menée dans un contexte conflictuel plus ou moins violent. En République Démocratique du Congo (RDC) par exemple où l'Eglise catholique est une institution respectée – même si elle est aussi la cible d'actes violents quand elle défend les droits humains –, les graves conséquences de l'exploitation minière ont conduit l'institution catholique à mettre sur pied la Commission Episcopale pour les Ressources Naturelles (CERN) constituée de 22 observatoires régionaux. Cette commission mène des activités de lobby afin d'améliorer la loi sur les ressources minières et favorise le dialogue avec les populations lésées. Plus récemment,

l'Eglise catholique a déployé les seuls observateurs/-trices pour les élections présidentielles et législatives du 30 décembre 2018 soit 41'000 personnes. Palliant ainsi les manques d'un Etat à faible gouvernance, l'Eglise s'engage pour favoriser l'expression démocratique et la paix.

Dans un registre différent, la religion ancestrale, animiste en Inde est un puissant levier du programme d'Action de Carême pour lutter contre l'esclavage de dette. En se reconnectant avec leur identité niée, bafouée tant par les autorités que par la culture dominante, les intouchables, le peuple autochtone des Adivasis retrouve une estime de lui-même tant individuelle que collective qui constitue un ciment pour la défense de leurs droits. La spiritualité intervient ici comme un élément d'affirmation identitaire qui contribue à donner de la force et du sens à la lutte face aux autorités, aux multinationales qui s'accaparent leur espace de subsistance, la forêt.

[Action de Carême](#)

Valérie Lange

Lange@fastenopfer.ch

links

- [Brochure Histoires, religion et culture d'Action de Carême \(en allemand\)](#)
- [Rolle und Bedeutung von Religion und Spiritualität in der Entwicklungszusammenarbeit: Holenstein, Anne Marie \(en allemand\)](#)
- [Religionen – Potential oder Gefahr. LIT Verlag \(en allemand\)](#)

Aperçu de l'aspect de la religion et du développement dans les activités de la DDC

L'approche selon laquelle les pratiques, les communautés et les chefs religieux peuvent influencer les interventions sur le terrain sous-tend, depuis un certain nombre d'années, le travail accompli par la Direction du développement et de la coopération (DDC) sur l'aspect de la religion et du développement. La liberté de religion et de conviction dans l'engagement pour les droits humains, la place des leaders religieux dans la promotion de la paix, le rôle des organisations confessionnelles dans l'acheminement de l'aide et des secours humanitaires font partie des problématiques auxquelles la DDC est confrontée dans ses opérations. Elles montrent que les objectifs de développement durable et l'Agenda pour l'humanité ne pourront être concrétisés sans la prise en compte du fait religieux.

La religion est un déterminant socio-culturel dominant qui, à ce titre, peut faciliter les activités de la DDC autant qu'elle peut leur faire obstacle. C'est pour cette raison que la DDC continue de plaider pour l'émergence d'un discours équilibré à son sujet, qui la poserait comme un outil d'arbitrage des revendications et de renforcement de la résistance et de la capacité de redressement des communautés frappées par une catastrophe, une crise ou un conflit. En contexte fragile, la foi doit être appréhendée comme un facteur de changement et/ou de résilience. De fait, la dimension religieuse est déjà incluse dans un nombre croissant d'analyses et de programmes de sensibilité aux conflits mis en œuvre dans les pays fragiles touchés par la violence. Mais les théories du changement qui sont à la base même de nos actions devraient elles aussi aborder davantage le rôle que la religion pourrait jouer dans des situations où l'État et les services publics sont souvent en crise.

Au niveau international, la DDC a un statut d'observateur au sein du Partenariat international sur la religion et le développement durable (PaRD). Cette organisation s'attache à encourager la coopération entre les acteurs laïcs et religieux dans une optique de promotion de sociétés pacifiques et inclusives. Grâce à la diversité de ses membres et à sa large base d'adhésion, le PaRD favorise les échanges de connaissances, l'apprentissage et les partenariats au sein d'une communauté d'action multifacette appelant à la mobilisation de la religion pour le développement. En 2018, la DDC a co-organisé la troisième assemblée annuelle du PaRD à Bossey et soutenu la traduction en arabe, français et espagnol du Plan d'action de Fès sur le rôle des chefs religieux dans la prévention des crimes de masse et du génocide.

[Direction du développement et de la coopération \(DDC\)](#)

Martin Roch

martin.roch@eda.admin.ch

Chargé de programme Conflits et droits de l'homme

links

- [Partenariat international sur la religion et le développement durable \(en anglais\)](#)
- [Plan d'action de Fès \(en anglais\)](#)

dossier

Dialogue dans l'espace éducatif à Sidi Hassine, Tunisie



Cercle de discussion à Sidi Hassine. Photo de OTCS

La Tunisie présente un taux élevé de jeunes et d'adolescents. Leurs perspectives, au lendemain de la révolution, ne se sont pas améliorées. Au contraire, la grande majorité de nos interlocuteurs en Tunisie jugent la situation économique, parfois politique, pire qu'avant 2011. Les jeunes sont exposés au danger et répondent facilement aux tentations offertes par les recruteurs extrémistes qui promettent non seulement un meilleur avenir mais aussi, peut être surtout, la possibilité de participer à la réalisation d'une grande et noble cause, de se réaliser soi-même à travers un véritable projet cosmique.

Ainsi, les risques de radicalisation chez les jeunes tunisiens sont nombreux. L'absence d'opportunités pour les parents et les enseignants d'en parler ouvertement dans un cadre sécurisé ainsi que le refus de certaines familles de reconnaître le problème de leurs enfants empêche souvent une intervention précoce. Et c'est là qu'intervient notre projet. Dans une approche systémique, nous proposons aux parents et aux enseignants de quatre lycées et collèges des cercles de discussions thématiques avec des experts afin qu'ils prennent confiance et pour leur permettre de mieux comprendre les origines, les manifestations et les conséquences d'une radicalisation extrémistes. Comment reconnaître une dérive, comment communiquer avec mon enfant et où trouver de l'aide ?

Ces sont ces types de questions auxquelles les cercles de dialogue aimerait répondre dans une approche participative. Ces discussions nous aideront à mieux cerner la problématique et à approfondir notre connaissance des besoins et défis des parents et des enseignants. Nous transformerons ensuite les conclusions obtenues sous forme de formation, toujours destinée aux parents et aux enseignants, afin de la mettre à disposition à une échelle plus large.

Enfin et surtout, nous impliquons également les jeunes en finançant quatre projets multiplicateurs pour la prévention de l'extrémisme entre jeunes, par exemple des œuvres artistiques, des vidéos, de témoignages, etc.

[ae-Centre, Swiss Centre for Peacemediation, Dialogue and Peacebuilding in Northern Africa](#)

Pascal Gemperli

gemperli@ae-centre.ch

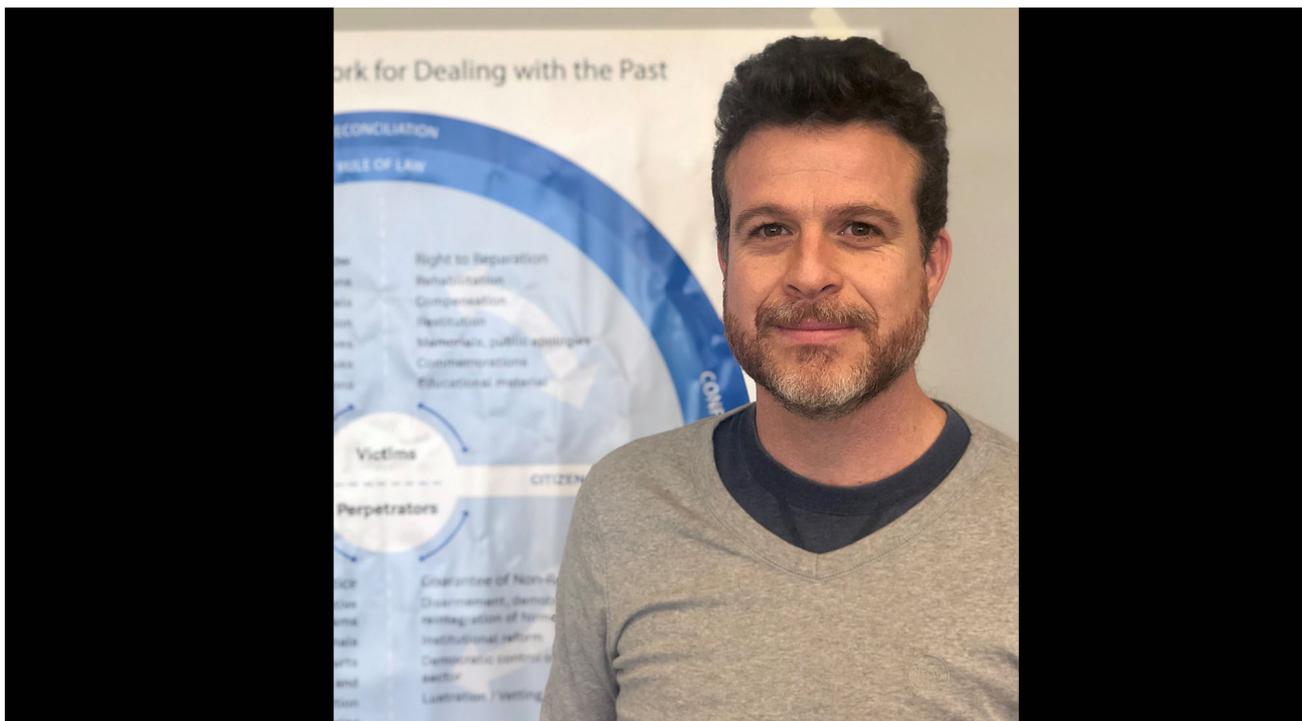
Directeur

links

- [ae-centre](#)
- [Partenaires : ae-Centre, Organisation Tunisienne pour la Cohésion Sociale \(OTCS\)](#)

dossier

Interview : parler la langue des acteurs religieux



Nuno Gonçalves Macedo

Nuno Gonçalves Macedo, consultant indépendant, a fait des études de coopération au développement et de théologie. Il possède une longue expérience de la collaboration avec des acteurs confessionnels. Récemment, il a travaillé pendant plus de trois ans dans le cadre du programme pour l'Angola de Christian Aid, d'abord comme chargé de programme, puis comme consultant. À ce poste, il était responsable des partenariats avec les organisations confessionnelles angolaises. Il est actuellement membre du comité directeur de la FEC, une ONG créée par l'église catholique du Portugal. Dans cet entretien, il nous explique en quoi la religion et les acteurs religieux peuvent contribuer à la paix, et il revient sur sa participation à la formation post-diplôme « Transformation des conflits et rôle de la religion » organisée par swisspeace.

Vous avez travaillé en Angola, mais aussi en Guinée-Bissau. La religion joue-t-elle un rôle dans les conflits qui affectent ces pays ?

Dans les guerres civiles que ces deux pays ont connues, les gens ne se battaient pas pour des raisons religieuses. Néanmoins, pendant la période coloniale qui a précédé ces événements, on sait que différentes confessions chrétiennes ont joué un rôle idéologique et

organisationnel dans l'émancipation de diverses communautés et groupes ethniques, ainsi que dans la formation de leurs leaders, particulièrement en Angola. Cela a eu des incidences sur la guerre d'indépendance, y compris sur la guerre civile qui a suivi, ainsi que sur le développement du nouvel État et de la société angolaise.

De même, différentes entités chrétiennes dans le cas de l'Angola, et différents acteurs chrétiens et musulmans dans le cas de la Guinée-Bissau, ont plusieurs fois joué un rôle de médiation important entre les parties pendant le conflit civil. À ce jour, différents acteurs religieux jouent un rôle significatif dans la formation de l'opinion publique, en particulier à travers des interventions plus ou moins publiques sur diverses questions sociales et politiques, même si la plupart du temps, ils prennent leurs distances avec les partis politiques. Les gouvernements reconnaissent l'autorité éthique et le pouvoir des acteurs religieux, et cherchent à dialoguer avec eux en les considérant comme des partenaires sociaux. La religion est fondamentale dans l'établissement d'un cadre éthique, représentant une source majeure de valeurs et de principes qui influencent fortement la manière dont les gens mènent leur vie, que ce soit en tant qu'individus ou au sein des communautés. Les acteurs religieux fournissent également d'importants services sociaux à la population, notamment en matière d'éducation et de santé.

À partir de votre expérience, comment la religion et les acteurs religieux peuvent-ils contribuer à la paix ?

Je crois que la religion et les acteurs religieux peuvent contribuer à la paix dès lors qu'ils prennent fait et cause pour la justice et la dignité de tous, pour un bien-être fondé sur une valeur commune qui protège aussi les plus faibles, et dès lors qu'ils prennent leurs distances avec les méthodes violentes de résolution des conflits.

De nombreuses religions partagent une « règle d'or », qui veut que l'on traite les autres comme on voudrait être traité soi-même. Sous leur meilleur jour, les religions cherchent à instiller chez les individus et les communautés le sens du bon et du juste, associé à une dynamique d'amélioration continue de soi. Elles apportent aussi des mécanismes non violents pour gérer les échecs et les conflits.

Une autre dimension importante de la tradition religieuse et des acteurs religieux est quelque chose qui s'apparente à une voix prophétique, qui empêche ou dénonce les abus commis par les détenteurs du pouvoir. Par ailleurs, la capacité à promouvoir l'action collective à des fins pacifiques est très développée chez les acteurs religieux. De même, la capacité à collaborer de manière constructive avec d'autres organisations de la société civile, en particulier avec des organisations et des défenseurs des droits humains, est un facteur de réussite (ou de limitation en son absence) dont l'importance va croissant.

Il va sans dire que ces principes doivent être effectivement appliqués par les leaders et les groupes religieux si l'on veut qu'ils contribuent significativement à la paix.

Pensez-vous que les organisations confessionnelles soient spécifiquement avantagées ou désavantagées lorsqu'elles travaillent à la construction de la paix ?

Mon expérience me fait dire que les organisations confessionnelles bénéficient de plusieurs avantages. Elles sont ancrées dans des communautés, bien adaptées

culturellement, et en outre, elles ont des réseaux régionaux, et parfois même transnationaux, qui facilitent les relations interculturelles et internationales. De plus, ces organisations disposent d'espaces de réflexion organisés et de leaders bien formés et respectés. Enfin, la paix et la non-violence sont au cœur de leur vision et de leur mission. Toutes ces caractéristiques font que les organisations confessionnelles sont des acteurs potentiellement légitimes et efficaces. Bien entendu, le revers de la médaille est que certains groupes religieux peuvent être fondamentalistes, sectaires ou soumis au pouvoir – ou le devenir.

La religion peut aussi être porteuse de divisions. Pensez-vous qu'il soit problématique, pour une organisation confessionnelle, d'intervenir dans un contexte où la religion est facteur de conflit ?

La plupart des religions du monde condamnent le fait d'agresser et d'infliger volontairement des souffrances à quelqu'un. Si la religion devient une source ou un facteur de conflit violent, cela veut dire que quelque chose s'est mal passé à un moment ou à un autre. Évidemment, il suffit de regarder autour de soi, dans le présent ou le passé, pour constater que bien des choses ont mal tourné. La division n'est que la conséquence logique de tout ça. Dans ce type de contexte, et notamment quand une organisation confessionnelle n'est pas perçue comme neutre, ou quand elle est vue comme un facteur de conflit, alors son implication dans la construction de la paix peut être compromise. Cela dit, si l'organisation arrive à modifier cette perception et à montrer qu'elle souhaite et qu'elle est capable de transformer le conflit, de bâtir des ponts pour le dialogue, ou de diminuer la souffrance induite par le conflit, alors son intervention peut quand même être acceptée. Dans ce genre de cas, une analyse approfondie de la sensibilité au conflit s'impose.

Vous avez fait des études de développement international, mais aussi de théologie. Dans quelle mesure votre formation religieuse influence-t-elle votre travail dans le domaine de la construction de la paix ?

Mes études de théologie m'ont indubitablement aidé à mieux comprendre la manière dont la religion et les acteurs religieux peuvent contribuer à la paix ou aux conflits violents, et m'ont aussi fait connaître les idées, l'histoire et les contextes sous-jacents. Elles m'ont aussi familiarisé avec le langage et la culture des acteurs religieux. Ces connaissances me sont extrêmement utiles dans mon travail quotidien, qui m'amène à dialoguer avec des leaders et des groupes confessionnels. Elles m'aident à identifier le potentiel de la foi et de la religion comme forces de paix, mais aussi les risques qui peuvent compromettre ce potentiel.

Mais ce qui m'inspire et me sert encore plus que ma formation théologique, c'est ce que j'ai constaté chez des gens vivant dans des situations de guerre civile, ou d'après-conflit, en Angola, en Guinée-Bissau, au Mozambique et ailleurs : la foi et la religion restent fondamentales dans leur vie quotidienne, dans l'espoir de connaître un avenir meilleur, plus pacifique.

L'an passé, vous avez suivi le programme de troisième cycle « Transformation des conflits et rôle de la religion » proposé par swisspeace. Quelle était votre motivation pour investir dans une formation faisant la jonction entre ces deux thématiques ?

Oui, j'ai participé à ce cours dans le cadre du CAS in Civilian Peacebuilding que je souhaite obtenir. L'une de mes motivations principales était de mieux connaître et de mieux comprendre la théorie et la pratique de la religion, des conflits et de la construction de la paix, notamment dans des contextes qui me sont moins familiers. Mon objectif était d'améliorer l'usage que je peux faire des stratégies et des outils de construction de la paix dans mon travail de consultant. De plus, ce cours est l'occasion de partager, d'apprendre et de réseauter avec des universitaires et des praticiens qui travaillent dans un domaine dont l'importance augmente dans un grand nombre de conflits sociaux.

Qu'avez-vous appris de nouveau ? Qu'est-ce qui s'inscrivait dans le prolongement de votre savoir-faire et vos expériences antérieures ?

J'avais déjà quelques connaissances sur le conflit en Irlande du Nord, qui était l'une des études de cas proposées, mais c'était très intéressant d'analyser plus en détail le rôle historique de la religion dans la construction des idéologies, les relations entre la théologie et la politique, et la religion comme marqueur ethnique. Nous avons aussi beaucoup réfléchi à la difficulté que des acteurs religieux ont pour trouver une solution de paix lorsqu'ils sont en eux-mêmes une part importante du problème, et au rôle que peuvent jouer les leaders religieux en marge dans ce type de contextes. Il y a eu aussi quelques analyses utiles de l'intervention des églises dans les processus de traitement du passé, par exemple le besoin de reconnaître la complexité du sens et des mécanismes d'oubli et de réconciliation pour les différents individus impliqués.

À votre avis, dans quelle mesure ce cours vous aidera-t-il dans votre travail ?

Ce cours m'a permis de réfléchir autrement au travail auquel je participe actuellement en d'autres endroits, comme consultant. Sur le plan méthodologique, je me souviendrai aussi de l'utilisation de la méthode ACCP pour concevoir des processus de médiation appliqués à ce type de conflits.

Nuno Gonçalves Macedo

nagmacedo@gmail.com

Consultant indépendant, membre du comité du FEC

[Intervieweuse](#)

Dayana Hug

dayana.hug@swisspeace.ch

swisspeace

[links](#)

- [Formation post-diplôme « Religion et conflit » de swisspeace](#)
- [Christian Aid \(en anglais\)](#)
- [The Faith and Cooperation Foundation \(FEC\) \(en portugais\)](#)

dossier

Le rôle de la religion et de la spiritualité dans la transformation des conflits



Le pasteur James Wuye et l'imam Muhammad Ashafa (à gauche) font une déclaration de paix et des prières interreligieuses sur le site de l'explosion d'une bombe meurtrière dans la banlieue de Nairobi à Eastleigh.

Photo de : Alan Channer

En décembre dernier, à l'occasion de l'assemblée annuelle du Centre de compétence en négociation humanitaire, Initiatives et Changement (I&C) Suisse a organisé la venue à Genève de l'imam Muhammad Ashafa et du pasteur James Wuye, qui travaillent dans le nord du Nigéria.

Muhammad Ashafa et James Wuye suscitent l'admiration : ils se sont affrontés au sein de milices rivales par le passé, mais de leur réconciliation est né le Centre de médiation interreligieuse. Le film *L'Imam et le Pasteur* est consacré à leur histoire. Leur parcours et leur capacité à se changer eux-mêmes pour induire le changement autour d'eux, ont inspiré de nombreux travaux en matière de négociation humanitaire et de transformation des conflits dans le nord du Nigéria et dans le monde entier. Le film *Une Réponse africaine* montre comment ils ont réussi à mener à bien un processus de médiation dans le cadre d'un conflit ethnique au Kenya. Bien qu'ils soient tous les deux issus d'un contexte théologique

conservateur, ils respectent de toute évidence leurs différences.

À Genève, ils ont expliqué comment on peut contribuer à la transformation d'un conflit en déclinant les différentes identités des personnes qui prennent part à un conflit, en vue d'enrichir leur point de vue et pour qu'ils se sentent liés les uns aux autres. À la question « comment résoudre un conflit entre voisins ? », Muhammad Ashafa et James Wuye répondent qu'ils demandent aux gens de réfléchir à toutes leurs identités et de se percevoir comme membres d'une famille, d'un village, d'un comté, d'un pays, et comme êtres humains et êtres spirituels. En dernière instance, nous sommes tous liés les uns aux autres, et nous sommes tous pareils.

I&C considère qu'en donnant une place respectueuse à la religion, on peut aider les processus de transformation d'un conflit. Au Caux Forum organisé chaque été à Caux, près de Montreux, nous offrons un espace sûr, politiquement et religieusement neutre. Les participants peuvent partager leurs expériences et leurs points de vue les uns avec les autres, dans leur langue d'origine, et sans gêner personne. Ils sont également encouragés à prendre quelques instants pour tenter d'accéder, en silence, à la sagesse qui est en eux, quelle que soit leur foi ou leur religion, le cas échéant.

[Initiatives et Changement \(I&C\) Suisse](#)

Brigitt Altwegg

brigitt.altwegg@caux.ch

links

- [Initiatives et Changement \(I&C\) Suisse](#)
- [Centre de compétence en négociation humanitaire \(en anglais\)](#)
- [Centre de médiation interreligieuse \(en anglais\)](#)
- [Film: L'Imam et le Pasteur](#)
- [Film: Une Réponse africaine \(en anglais\)](#)
- [Caux Forum](#)

dossier

Marqueurs identitaires et créativité humaine

Making Peace with Faith



Couverture du livre: L'ambivalence du sacré : religion, violence et réconciliation

L'analyse des contextes et l'évaluation des activités de construction de la paix m'offrent la possibilité d'observer les interactions entre la religion et les conflits à travers le monde. Étant une professionnelle motivée par la foi habitant aux États-Unis, un pays qui n'est pas épargné par les troubles, je fais également l'expérience de ces dynamiques à titre personnel. Si la religion n'est presque jamais un facteur de conflit primaire, elle est souvent un facteur secondaire crucial, en tant que source d'identité, creuset des mentalités et institution influente. La question de la religion en tant que marqueur identitaire est intéressante, car elle induit souvent en erreur les professionnels de la promotion de la paix.

Les marqueurs identitaires entrent en jeu quand des groupes séparés par des tensions à caractère non religieux appartiennent clairement à des religions différentes. À Mindanao, aux Philippines, le conflit foncier opposant la population locale et les colons a été interprété, puis vécu, comme un conflit entre musulmans et chrétiens. L'appartenance à une religion peut refléter des convictions profondes comme n'être qu'une simple façade. Dans un cas comme dans l'autre, l'affiliation religieuse est clivante lorsqu'elle est utilisée pour tracer une frontière entre « nous » et « les autres ». Si les analystes de conflits voient clairement le problème, ils n'ont pas toujours connaissance des réactions de la population locale concernée.

Les personnes croyantes attachées à la paix tentent de déjouer le problème du marqueur

identitaire avec créativité en recourant au moins à quatre stratégies différentes.

D'abord le **rapprochement intentionnel symbolique**. Le Conseil interreligieux de Bosnie-Herzégovine s'est ainsi engagé avec retentissement dans la coopération entre responsables religieux : chrétiens orthodoxes (ethnie serbe), catholiques (ethnie croate), musulmans (ethnie bosniaque) et juifs. Quand elle est appliquée seule, cette approche ne permet pas toujours de surmonter les aspects clivants de la religion en tant que marqueur identitaire, mais elle fournit un contrepoint emblématique convaincant. En Bosnie et ailleurs, elle est souvent combinée à d'autres approches.

Ensuite, les gens tentent de **redéfinir les étiquettes religieuses**. Aux États-Unis, un pays très polarisé sur le plan ethnique, les chrétiens évangélistes sont de plus en plus nombreux à lutter contre les perceptions selon lesquelles leur tradition serait à prédominance blanche (faux), et que les évangélistes blancs se rattacheraient à des courants politiques de droite teintés de racisme (en partie vrai). Pour l'importante minorité d'évangélistes blancs qui défendent des vues progressistes, ces généralisations constituent un mépris inacceptable de leur foi. Nombre d'entre eux entendent moderniser et recadrer la manière dont est compris le mot « évangélique » – repenser la théologie et la pratique – afin que les personnes, qu'elles soient membres de l'Église ou non, le perçoivent comme compatible avec la justice sociale.

D'autres, encore, sont d'avis que le terme « évangélique » est irrémédiablement mal connoté et l'abandonnent sans hésiter. D'où la troisième manière observée : **l'abandon des étiquettes religieuses**. Cette approche se manifeste de diverses façons dans certaines régions d'Irak. Alors que le sectarisme politico-religieux rencontre un écho toujours plus faible au sein de la population, les personnes prônant la paix mettent moins en avant leur appartenance confessionnelle dans les conversations quotidiennes. Interrogées sur leur religion, elles répondent « simplement musulman » pour éviter d'avoir à commenter l'opposition sunnites/chiites, ou encore « je préfère ne rien dire ». Cela ne signifie pas que leur foi a changé, mais plutôt qu'elles refusent de se définir d'une manière politiquement provocatrice.

Quatrième et dernier point, les gens **créent de nouvelles identités**, qui transcendent les frontières. C'est ce à quoi on assiste à Mindanao, dans les groupes de services communautaires où se côtoient musulmans, catholiques et protestants. Cela peut commencer par un modeste premier contact, une activité de groupe isolée. Dès que les gens découvrent qu'ils ont des points communs, de nouveaux aspects de leur identité apparaissent. Une personne qui fait siennes ces nouvelles facettes se définit moins comme « catholique » (ou autre) que comme « catholique faisant partie d'un réseau interconfessionnel ». Avec le temps, certains se sentent même plus à l'aise au sein du réseau. Il s'agit d'un enrichissement de l'identité, et non d'une substitution pure et simple. Cela ressort de déclarations typiques telles que « la coopération interreligieuse fait de moi un meilleur catholique ». Les personnes aux prises avec le problème du marqueur identitaire religieux sont loin d'être passives, et nombre d'entre elles font preuve de créativité dans l'élaboration de solutions.

[Ripple – Peace Research & Consulting](#)

Michelle Garred, PhD

michelle@michellegarred.net

Chercheuse et consultante sur la paix

links

- [Site Internet – Conseil interreligieux de Bosnie-Herzégovine \(en anglais\)](#)
- [Guide – La religion dans l'analyse des conflits et la promotion de la paix : guide analytique \(en anglais\)](#)
- [Des professionnels à Mindanao – Changer ensemble : cheminement au côté des capacités locales pour la paix \(en anglais\)](#)
- [Livre – L'ambivalence du sacré : religion, violence et réconciliation \(en anglais\)](#)
- [Book – The Ambivalence of the Sacred: Religion, Violence and Reconciliation \(auf Englisch\)](#)

dossier

Engagement de la Suisse en matière de religion et de conflit



Drapeau orné du Dharmachakra flottant sur le temple Wa Saket à Bangkok. © DFAE

Au sein de la division Sécurité humaine du DFAE, le secteur d'activités « Religion, politique et conflits » soutient l'engagement pour la paix de la Suisse dans les contextes mêlant religion, politique et conflit.

Plus de 80 % des personnes dans le monde adhèrent à une religion, laquelle a un impact sur de nombreux aspects de la vie personnelle, sociale et politique. Il n'est donc pas surprenant que les religions en général aient une influence sur les conflits.

De fait, les conflits religieux ont vu leur importance relative augmenter (source : Baumann, Finnbogason, Svensson, 2018). Alors qu'en 1975, seuls un tiers des conflits armés dans le monde avaient une dimension religieuse pour au moins une des parties, cette proportion s'élevait à deux tiers en 2015.

Attitude neutre et intégration des acteurs politico-religieux

La Suisse, un État séculier, observe une attitude neutre à l'égard de la religion. Elle n'attribue pas les origines des conflits aux religions en elles-mêmes, mais à la rencontre

entre différentes visions du monde nourries et légitimées par des religions dans un contexte particulier.

La Suisse s'attache à impliquer l'ensemble des acteurs dans les processus politiques, même ceux qui ne partagent pas ses valeurs. Elle considère en effet que les personnes exclues des processus politiques sont plus enclines à recourir à des moyens non démocratiques et, ce faisant, à entretenir la violence. Les groupes politico-religieux doivent eux aussi pouvoir participer au façonnement de la société par des moyens démocratiques.

Soutien du processus de paix

Dans le cadre de ses projets de politique de paix dans le domaine des religions, de la politique et des conflits, la Suisse travaille étroitement avec des instituts universitaires, des fondations, des communautés religieuses et la société civile. Ses activités ciblent principalement le Sahel, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et l'Asie du Sud-Est. En voici quelques exemples :

– Au Tchad, dans la capitale N'Djamena, la Suisse soutient la construction d'un centre d'alerte précoce qui permet aux acteurs locaux de déceler et désamorcer les conflits opposant des communautés religieuses.

– Au Maroc, la Suisse a animé un dialogue entre des groupes de défense des droits des femmes et des représentants de divers courants islamistes au sujet du rôle de la femme dans la société.

– En Thaïlande, la Suisse a ouvert un dialogue intrabouddhiste dans le sud du pays. L'objectif est de faire participer des représentants influents de cette communauté aux efforts de paix déployés dans une région en proie à des troubles.

Formation continue

En sus de l'accompagnement des processus de paix, le secteur d'activités « Religions, politique et conflits » propose, en collaboration avec le Centre pour les études sur la sécurité de l'EPF de Zurich (Center for Security Studies, CSS) et le gouvernement finlandais, un cours annuel consacré au thème religion et médiation. D'une durée de cinq jours, la formation s'adresse aux personnes qui souhaitent développer leurs compétences de promotion de la paix et de médiation dans les conflits à dimension religieuse. La prochaine session se tiendra à Morat du 1^{er} au 6 septembre 2019 ; les demandes d'inscription seront acceptées jusqu'à la mi-mars.

[DFAE – Division Sécurité humaine](#)

Sonya Elmer Dettelbacher

sonya.elmer@eda.admin.ch

Responsable du programme Religions, politique et conflits

[links](#)

- [DFAE : Département religion, politique et conflits sur le site du DFAE](#)

- [Blog du DFAE sur l'engagement en faveur de la politique de paix dans le domaine religieux dans le sud de la Thaïlande \(en allemand\)](#)

- Partenaire : Programme Culture et religion en médiation (CARIM) du Centre d'études de sécurité (CSS) de l'ETH Zurich (en allemand)
- Partenaire : Fondation Cordoue de Genève
- Partenaire : Réseau pour la médiation religieuse et traditionnelle pour la paix (en anglais)
- Cours sur le thème « religion et médiation » (en allemand)
- Projet du DFAE au Tchad (en anglais)
- Projet du DFAE au Maroc (en anglais)
- Projet du DFAE en Thaïlande (en anglais)

pour aller plus loin

La médiation suisse dans des conflits à dimension religieuse : entretien avec Angela Ullmann



Angela Ullmann

Des études récentes de l'Université d'Uppsala en Suède montrent que depuis 1975, les conflits armés dans lesquels la religion façonne la vision et les prétentions des parties sur certains aspects du conflit n'ont cessé d'augmenter. Pour Angela Ullmann, Senior Program Officer au Center for Security Studies (CSS) de l'EPF de Zurich, se pose donc la question de savoir si les méthodes traditionnelles de transformation du conflit et de promotion de la paix sont moins efficaces pour résoudre les conflits où la religion joue un rôle que les autres formes de conflit armé. Formée en médiation, Angela Ullmann travaille sur différents projets du programme « Culture and Religion in Mediation » (CARIM), une initiative commune du DFAE et du CSS, et dispose d'une longue expérience dans la formation continue des diplomates et médiateurs ou médiatrices aux conflits à dimension religieuse. Elle coorganise le cours annuel « Religion and Mediation » de l'ETH Zurich et a participé à la formation continue « Religion et conflit » de swisspeace.

Selon Angela Ullmann, il convient de prendre certains éléments en compte pour gérer les conflits à dimension religieuse. « Il est rarement utile de débattre des convictions religieuses ou séculières les plus profondes, car tout compromis peut rapidement remettre en cause les valeurs mêmes des parties. Mais il est possible de trouver des solutions conjointes permettant une cohabitation pacifique là où ces valeurs s'appliquent dans la pratique », explique-t-elle. La Suisse joue ici un rôle pionnier : dès 2004, dans le cadre de son engagement en faveur de la paix, elle a défini le thème « Religion et conflit » comme un axe prioritaire. Pour Angela Ullmann, l'engagement suisse prend racine dans la culture politique du pays, marquée par ses propres expériences en matière de gestion des conflits religieux : « Au lieu de s'engager dans des confrontations idéologiques et des débats de valeurs entre catholiques et protestants après la guerre du Sonderbund, la Suisse s'est concentrée sur les aspects pratiques de la cohabitation à l'échelle locale. » La structure fédérale du pays et le principe de subsidiarité ont également contribué à institutionnaliser la recherche de solutions locales et individuelles. « La recherche pragmatique du consensus, sans délaisser de partie prenante, fait partie de la culture politique suisse. De par son histoire, la Suisse a compris qu'il ne pouvait y avoir de solutions standardisées pour résoudre les conflits touchant à la cohabitation religieuse. »

La résultante de cette culture politique est une approche qui renonce à tout jugement concernant la vision religieuse et fait intervenir l'ensemble des acteurs concernés. Par ailleurs, il est important de ne pas sous-estimer ni surestimer le rôle de la religion. L'approche suisse vise à établir le dialogue entre les parties au niveau de la cohabitation pratique. Des études de cas en Thaïlande, Afrique du Nord et au Moyen-Orient montrent que cette méthode peut se révéler fructueuse. Il ne faut toutefois pas sous-estimer les défis posés par les conflits à caractère religieux : « Une approche neutre du point de vue religieux ne signifie pas que les artisans de la paix sont indifférents aux valeurs des parties au conflit, mais simplement que les différentes convictions, religieuses ou séculières, ne sont pas jugées et sont respectées en tant que composantes de leur monde. Cela nécessite un certain effort de réflexion sur soi-même. »

Pour être en mesure de relever ces défis, il est essentiel que les intervenants sur le terrain soient formés puis bénéficient de formations continues. « La religion est une réalité quotidienne pour la grande majorité de la population mondiale. Si les diplomates veulent parcourir ce monde, ils doivent avoir une compréhension générale des questions religieuses », estime Angela Ullmann. Et même s'il reste des progrès à faire dans ce domaine, Angela

Ullmann est confiante. Elle est certaine que la Suisse est sur la bonne voie en ce qui concerne la formation des acteurs de terrain. De façon générale, l'experte appelle à garder l'esprit ouvert : « Il n'est pas nécessaire d'être soi-même croyant pour savoir aborder les questions religieuses. Nous avons tous certaines convictions, qu'elles soient d'origine religieuse, séculière, humaniste ou autre. Être curieux et accepter que des personnes puissent avoir une autre façon de voir et d'appréhender le monde, que l'on comprenne ou non cette vision, aide déjà beaucoup. »

[Center for Security Studies \(CSS\) de l'ETH Zurich](#)

Angela Ullmann

angela.ullmann@sipo.gess.ethz.ch

Senior Program Officer

[Interviewer](#)

Michael Zysset

michael.zysset@swisspeace.ch

Communications

[links](#)

- [Center for Security Studies \(CSS\) de l'ETH Zurich \(en allemand\)](#)
- [Programme « Culture and Religion in Mediation » \(CARIM\) \(en allemand\)](#)
- [Formation continue swisspeace : « Religion et conflit » \(en anglais\)](#)
- [Cours de l'ETH Zurich : « Religion and Mediation » \(en allemand\)](#)
- [Vom Umgang der Schweiz mit religiös geprägten Konflikten \(« Comment la Suisse aborde les conflits à dimension religieuse »\) : publication de Jean-Nicolas Bitter et Angela Ullmann \(en allemand\)](#)
- [Religion und Konflikt in der Schweizer Friedenspolitik \(« Religion et conflit dans la politique de paix suisse »\) : publication d'Angela Ullmann \(en allemand\)](#)
- [Mediation Perspectives : Training Secular Diplomats on the Religion-Peacebuilding Nexus by Angela Ullmann \(en anglais\)](#)
- [Mediation Perspectives : What Monsters Can Teach us about Religion and Conflict by Angela Ullmann \(en anglais\)](#)

actualité

Hardware contre software : quand le processus détermine le résultat



Séance consacrée aux processus de changement lors de la formation régionale organisée en 2018 à Naivasha, au Kenya. ©IPAT-Interpeace

Des experts/conseillers nationaux et internationaux sont souvent mandatés pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques dans des pays qui émergent d'une période de violence. Or, l'examen de cette assistance technique sur plusieurs décennies montre clairement que l'expertise fournie ne produit pas toujours les résultats souhaités et ne contribue pas au maintien de la paix. Cela tient en partie à ce que cette assistance met l'accent sur des résultats concrets (lois, infrastructures, politiques, plans, etc.) au détriment des processus de gouvernance à long terme et du développement de capacités locales.

Cet article traite du rapport entre des résultats tangibles à court terme et des processus à long terme, par analogie avec l'opposition entre la partie matérielle tangible (*hardware*) et la partie logicielle intangible (*software*) d'un système informatique. Inspiré par la formation annuelle d'Interpeace sur l'assistance dans un contexte de promotion de la paix (*Effective Advising in Peacebuilding Contexts*), l'article présente les méthodes et les outils à

disposition des conseillers afin de mieux intégrer des éléments *intangibles* dans leur pratique, à un niveau stratégique, opérationnel et individuel, dans le but d'ancrer leurs interventions dans le temps.

Une étude de cas réalisée dans le cadre du programme d'Interpeace au Somaliland montre comment la prise en compte d'éléments relationnels dans un sujet hautement technique – l'élaboration d'une loi électorale – a eu pour effet d'accroître l'efficacité et l'impact de l'équipe concernée et de son partenaire local dans la région. En conclusion, cet article promeut l'adoption dans toutes les interventions humanitaires et de développement d'une perspective de promotion de la paix qui se caractérise par une attention aux processus à long terme, ainsi qu'à l'appropriation locale.

La formation d'Interpeace sur l'assistance dans un contexte de promotion de la paix (*Effective Advising in Peacebuilding Contexts*) a été conçue en 2013 avec le soutien du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) suisse. Elle réunit chaque année des experts techniques qui coopèrent avec des États ou des organisations dans des pays fragiles ou touchés par des conflits. Organisée par l'International peacebuilding advisory Team (IPAT) d'Interpeace, cette formation vise à renforcer la capacité des conseillers à comprendre les processus de changement complexes dans lesquels ils s'inscrivent, à accroître leur efficacité et à lever les entraves institutionnelles, culturelles et interpersonnelles qui existent.

[Interpeace](#)

Alexandre Munafò

munaf0@interpeace.org

Responsable des partenariats stratégiques et de la communication

[links](#)

- [Lire l'article complet ici \(en anglais\)](#)
- [Interpeace \(en anglais\)](#)

actualité

Journée de l'EPF Zurich sur la politique de sécurité : religion et politique de paix de la Suisse



Journée de l'EPF Zurich sur la politique de sécurité du 25 janvier 2019 à Zurich. Photo de swisspeace

Le 25 janvier, la 31^e Journée de l'EPFZ sur la politique de sécurité a été consacrée aux questions suivantes : comment les acteurs suisses traitent-ils le thème de la religion dans les conflits ? Quels défis cette thématique soulève-t-elle pour le présent et l'avenir ? Parmi les participants se trouvaient des représentantes et des représentants du secteur public et humanitaire ainsi que des politiques, des militaires et des personnes issues de la société civile. Ces questions ont été abordées dans divers contextes, qu'il s'agisse des guerres de Kappel au XVI^e siècle, des projets de médiation dans le sud de la Thaïlande et au Kirghizistan, de l'évolution globale des questions liées aux conflits et à la paix ou de la place de l'islam dans la société suisse. Ce débat a permis de tirer les enseignements suivants.

Après la Seconde Guerre mondiale, de nouveaux instruments de prévention des conflits ont vu le jour au niveau international. S'ils ont largement fait la preuve de leur efficacité au XX^e

siècle, ils ont échoué à résoudre nombre de conflits éclatés au cours des deux dernières décennies. Il reste encore beaucoup à faire, précisément dans les affrontements armés comportant une dimension religieuse.

Mener un débat idéologique dans ce type de conflit est inutile. L'objectif ne doit pas non plus consister à convertir l'une des parties au conflit à ses propres convictions. L'Histoire et les enseignements tirés de l'étude des cas actuels montrent qu'il vaut mieux chercher des solutions aux problèmes pratiques de la vie quotidienne auxquels les deux parties d'un conflit sont confrontées. Cela permet de mettre en place une collaboration et donc un rapprochement.

Très tôt, la Suisse a reconnu l'importance de la dimension religieuse dans les conflits armés et adopté une approche pionnière. Le point fondamental de son approche consiste à impliquer tous les acteurs locaux importants dans le processus de paix, sans émettre de jugement sur les différentes croyances religieuses. Cela permet de construire la paix en s'appuyant sur les structures locales et de faciliter le dialogue. Cependant, le principe du « Do no harm » doit toujours prévaloir. En effet, il faut renoncer à fournir des efforts en faveur de la promotion de la paix si ceux-ci risquent de faire plus de mal que de bien.

[swisspeace](#)

Michael Zysset

Michael.Zysset@swisspeace.ch

Communications

[links](#)

- [Journée de l'EPF Zurich \(en allemand\)](#)

actualité

Le Basel Peace Forum 2019 repense la paix



Allocution de bienvenue du directeur de swisspeace Laurent Goetschel au Basel Peace Forum. Photo: TwoShotSpot Photography

Développer de nouvelles approches innovantes en matière de promotion de la paix : tel était l'objectif du Basel Peace Forum 2019. Dans cette optique, environ deux cents éminents spécialistes et décisionnaires issus de la politique, de la sphère économique, de la société civile et du monde scientifique se sont réunis les 13 et 14 janvier au Congress Center Basel et au Kunstmuseum de la ville. La troisième édition du Forum était organisée par la Fondation suisse pour la paix swisspeace avec le soutien financier du canton de Bâle-Ville, du Département fédéral des affaires étrangères et de particuliers.

Dans le cadre d'ateliers, les participants ont étudié cinq thèmes sous l'angle de la promotion de la paix. Cette année, les thèmes étaient « Intelligence artificielle et numérisation », « Architecture et planification urbaine », « Santé et migration » ainsi que « Risques et industries des matières premières » et « Investissement à impact social ».

La rencontre entre les participants triés sur le volet a débouché sur des échanges d'expériences d'une grande richesse et a permis d'élaborer de nouvelles idées, faisant ainsi progresser la promotion de la paix internationale. Mais à quoi ressemble une promotion de la paix innovante dans la pratique ? Un exemple en a été fourni par Sharar Raz de l'organisation « Games for Peace », qui a fait la démonstration du potentiel pacificateur des jeux vidéo en s'appuyant sur un projet mené en Israël. Les participants ont pu découvrir

d'autres idées créatives en faveur de la paix dans les différents pavillons et en discuter entre eux.

[swisspeace](#)

Isabel Prinzing

Isabel.Prinzing@swisspeace.ch

Head of Communications

links

- [Basel Peace Forum Webseite \(en anglais\)](#)
- [Sujet de SRF Radio, Echo der Zeit « Le prix d'une vie humaine » \(en allemand\)](#)
- [Sujet de SRF News « Des jeux vidéo pour la paix : compatir au lieu de tuer » \(en allemand\)](#)
- [Sujet de Telebasel « À Bâle, on parle de la paix dans le monde » \(en allemand\)](#)
- [Sujet de SRF Tagesschau « Promouvoir la paix grâce aux jeux vidéo » \(en allemand\)](#)
- [Article du Basler Zeitung « Architectes de la paix dans le monde » \(en allemand\)](#)

calendrier

Événements

[PAGE DE NOUVELLES DES MEMBRES DE KOFF](#)

Les prochaines manifestations organisées par les organisations membres du KOFF se trouvent sur notre [PAGE D'INFORMATION DES MEMBRES DU KOFF](#).

[COURS DE SWISSPEACE](#)

Vous pouvez vous inscrire aux cours suivants de swisspeace:

- [PREVENTING VIOLENT CONFLICTS](#)
- [HUMAN RIGHTS & CONFLICT TRANSFORMATION](#)
- [RELIGION & CONFLICT](#)

Vous trouverez des informations sur l'ensemble de l'offre de cours de swisspeace sur la promotion de la paix et les conflits sur [NOTRE PAGE WEB](#).

Ce PDF a été généré automatiquement.
Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur KOFF de swisspeace
Contact Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH-3001 Bern
Tél.: +41 (0)31 330 12 12
Rédaction Amélie Lustenberger, Michael Zysset et Dayana Hug
Traduction Furrer Übersetzungen, Übersetzergruppe Zürich
Couverture Palestine, 2016. Rachel Gasser, swisspeace.

KOFF

Die Schweizer Plattform für Friedensförderung
La plateforme suisse de promotion de la paix
La piattaforma svizzera per la promozione della pace
The Swiss platform for peacebuilding

Le KOFF est une plateforme d'échange et de dialogue animée par swisspeace. Elle est soutenue par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

ae-centre	Fondation Hironnelle	Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Action de Carême	Fondation Peace Nexus	Palmyrah
Alliance Sud	Fondation village d'enfants	Peace Brigades International Suisse
APRED	Pestalozzi	Peace Watch Switzerland
artasfoundation	Graines de Paix	Quaker United Nations Office
Baha'i	Green Cross Suisse	Société pour les peuples menacés
Brücke · Le pont	Groupe pour une Suisse sans armée	Solidar Suisse
Caritas Suisse	HELVETAS Swiss Intercooperation	SOS Village d'enfants
cfd	IAMANEH Suisse	Stiftung für Integrale
Conseil suisse pour la paix	ICP	Friedensförderung
Croix-Rouge Suisse	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	Swiss Academy for Development
DCAF	Interpeace	SWISSAID
Eirene Suisse	Ligue Suisse des femmes catholiques	Terre des Femmes Suisse
Entraide Protestante Suisse	medico international suisse	terre des hommes schweiz
Femmes de Paix Autour du Monde	MIR Suisse	
Femmes pour la Paix Suisse	mission 21	
Fondation Caux – Initiatives et changement	miva – transporte l'aide	